

Burundi : "La Belgique doit appeler au respect de la Constitution"

RTBF, 5 mai 2015 Les affrontements ont repris ce lundi dans la capitale du Burundi, Bujumbura. Les manifestants dénoncent depuis maintenant plus d'une semaine la candidature de Pierre Nkurunziza à un troisième mandat présidentiel en vue des élections prochaines. La police tire des balles réelles sur ces opposants et, ce mercredi encore, quatre personnes ont été tuées. Le bilan depuis le début des protestations atteint 13 morts. Pour tenter de comprendre la situation dans le pays, trois questions à Sabine Kakunga, chargée de l'Afrique centrale au CNCD, le Centre National de Coopération au Développement. À

- Est-ce que vous espérez encore un geste d'apaisement de la part du gouvernement ? "Je pense que tout est encore possible. Les manifestants sont pacifiques. Ils ne demandent qu'une seule chose : de respecter les institutions de leur pays. Et on peut encore attendre que le président Nkurunziza se ressaisisse et qu'il puisse poser un geste d'apaisement. Il faut aussi que les partenaires du Burundi le conseillent dans ce sens-là." - Qu'attendez-vous justement de ces partenaires ? À qui faites-vous référence en particulier ? "Nous faisons référence non seulement aux pays qui prêtent de l'argent, mais aux pays qui sont partenaires et qui sont en dialogue politique avec le Burundi, notamment la Belgique qui, non seulement, est un grand bailleur parmi les grands bailleurs du Burundi, mais aussi un partenaire privilégié. Nous attendons qu'ils puissent, de manière unanime, se concerter et donner ce message d'une grande partie de la population qui souhaite simplement que les accords de paix d'Arusha et la Constitution, deux piliers, ensemble et pas séparément, soient respectés." "Les Burundais veulent la paix, les Burundais veulent reconstruire leur pays et ne veulent pas la guerre. Ils ne veulent pas qu'on sabote les institutions qui les ont amenés à cette conciliation. Donc, les partenaires Burundi doivent se prononcer. Le secrétaire d'État américain l'a dit très clairement. Nous attendons de la Belgique qu'elle le dise très clairement, ainsi que l'Union européenne. La société civile et une grande partie de la population manifestent le souhait." - D'après la constitution, le président ne peut pas se présenter à un troisième mandat. Mais Pierre Nkurunziza a été élu par le parlement et non au suffrage universel pour son premier mandat. Pour ses partisans, ça ne compte pas. La Cour Constitutionnelle devait se prononcer sur la validité de cette candidature, mais son vice-président a fui le pays, il dénonce des pressions... Est-ce un point de non-retour selon vous ? "Il a fui le pays. La société civile a toujours prévenu et dit qu'il y a une pression au Burundi de celui ou celle qui ose parler à haute voix et dire qu'il faut respecter les institutions du pays. Donc, c'est le résultat de cette pression interne. Il n'est pas le seul. Lui, je dirais même, de manière ironique et paradoxale, qu'il a eu la chance de fuir, mais il y en a qui n'auront pas la chance de fuir." "Aujourd'hui, par exemple, il y a plus ou moins, selon nos partenaires, 600 personnes qui ont été interpellées et retenues par la police, et attendent d'être transférées dans plusieurs prisons du pays. Les représentants de la société civile, qui sont en train de piloter ces manifestations qui sont pacifiques, sont sous mandat d'arrêt. Je peux parler très spécifiquement du dialogue général des Forums des Organisations burundaises, et aussi son collègue. Ils sont sous mandat d'arrêt et ils ne sont pas les seuls." "Je donne l'exemple : des étudiants ont été chassés. On parle de plusieurs étudiants chassés et plus de 600 étudiants qui campent devant l'ambassade des États-Unis parce qu'ils ne savent aller. On peut dire que le vice-président de la Cour Constitutionnelle a fui la pression, parce que tout le monde sait que les Burundais disent qu'ils ne font pas confiance à cette Cour Constitutionnelle. Ils savent très bien ce qui va sortir vraiment de ces [discussions] en dernière minute. Alors, tous ceux qui osent dire la voix contraire, il est sous pression et c'est pourquoi il a fui." À À